

De nouveaux défis pour les féministes - partie II -

vendredi 9 septembre 2011, par [TRAT Josette](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2011).

Contribution extraite du livre *Cahiers du féminisme, dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes (1977- 1998)*, paru aux éditions Syllepse en mai 2011 (voir ci-dessous la présentation du livre).

Pour des raisons techniques liées à sa longueur, nous publions ici ce texte en deux parties. Pour la première, aller à [De nouveaux défis pour les féministes - partie I -](#)

Sommaire

- [« C'est mon choix » ou les \(...\)](#)
- [Aller vers un féminisme à \(...\)](#)
- [Un livre à lire : Les Cahiers](#)

« C'est mon choix » ou les ambiguïtés d'un slogan

Le mouvement féministe des années 1970 avait popularisé le mot d'ordre « Notre corps nous appartient » pour revendiquer le droit des femmes à disposer de leur corps et obtenir le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits et garantir leurs libertés face aux normes des Églises, de l'État et des conjoints soucieux de préserver le contrôle des hommes sur le corps et la sexualité des femmes. À l'époque, ce mot d'ordre était hautement subversif. Aujourd'hui ce slogan a été repris par des courants très disparates, voire pour certains réactionnaires, dans un contexte idéologique très différent. Plusieurs évolutions des sociétés capitalistes contemporaines peuvent expliquer les nouveaux usages de ce mot d'ordre.

D'abord les effets de la lutte des mouvements féministes, gays et lesbiens, contre les normes morales imposées par les religions et notamment par la religion catholique concernant la sexualité et la famille traditionnelle. Ces luttes menées souvent au nom du droit à la différence et à l'égalité avec les hétéros s'est traduite à la fois par un certain recul des tabous sur ces questions, et le développement d'une solidarité spontanée des jeunes vis à vis de toute personne qui défend son « droit à la différence » et ce, indépendamment de tout jugement politique [1]. Au nom du respect de la « vie privée », il est interdit non pas d'interdire mais de discuter du sens politique de choix « individuels ». Par exemple celui de porter un foulard islamique. Ce qui peut paraître assez paradoxal dans une société où l'on peut être témoin involontaire de discussions intimes de personnes qui hurlent dans leur téléphone portable ou exposent sans aucune gêne les moindres détails de leur vie sexuelle dans des émissions de télé-réalité ou sur internet.

Deuxièmement, l'extension de la logique marchande et individualiste à toutes les sphères de la

société. La promotion des « gagnant·es » (qui ont « su » gagner de l'argent) capables, sur la base de leur seule volonté, de réaliser leur propre « bonheur », quitte à bousculer toutes les règles morales jugées archaïques face à la « modernité », a donné une légitimité à l'idée du « libre choix ». Libre choix pour les couples hétéros ou homos de faire appel à « des mères porteuses » pour combler leurs désirs d'enfants. « *J'ai de l'argent et je fais ce que je veux* », telle est la nouvelle ligne de conduite. Pour ceux et celles qui vendent des « services sexuels » ou leur « ventre », peut-on parler ici de libre choix ? Libre choix de « se » prostituer ou non [2], comme si la misère dans les pays de l'ancien empire soviétique ou les transferts de population du Sud vers le Nord dans le cadre du capitalisme mondialisé, ou la recherche de moyens de survie et de reconnaissance par de jeunes transsexuel·les, homos, etc. n'expliquaient pas largement le développement de la prostitution.

On peut constater une troisième transformation : l'évolution du rapport des jeunes à l'engagement politique. Comme le déclarait Olivier Besancenot à Philippe Corcuff (2004) : « *Dans le rapport à l'engagement, la place de la personne - je dirais de l'espace individuel, de la sphère privée - est une question qui me semble réglée [...]. Aujourd'hui, nous ne sacrifions pas à un engagement quelconque l'ensemble de notre vie personnelle, ou même professionnelle.* ». Évolution plutôt sympathique face au modèle du « militant professionnel » disponible 24 heures sur 24.

Toutes ces transformations de nature différente convergent néanmoins vers une évolution générale dont on peut se demander si cela n'a pas comme conséquence de « dépolitiser » des comportements considérés comme relevant « de choix purement personnels » qui ont pourtant un sens, voire plusieurs significations, dans le champ politique. Comment ne pas voir en effet que certains choix individuels n'engagent pas que leurs auteurs ? Ils façonnent le regard social sur tous les membres d'un groupe et contribuent, même involontairement à la construction d'une norme. Reprenons la revendication par exemple du « choix de se prostituer » ; si ce dernier devait être reconnu par un statut pour les personnes prostituées, cela légaliserait le « métier » de proxénète et accréditerait l'idée déjà largement partagée que les hommes ont des besoins sexuels « irrépressibles » et que le corps de toutes les femmes est à leur « libre » disposition [Voir dans ce livre « La prostitution, une immense servitude », « Non, votre féminisme n'est pas nouveau ! »]. On peut se demander au final si le slogan « le privé est politique » [3], lancé par les féministes des années 1970, peut encore être repris ou tout simplement compris par toute une partie des jeunes militant·es.

Aller vers un féminisme à vocation universelle

« Vers » un féminisme universel car l'universel n'est pas donné une fois pour toutes mais est le résultat de la conjonction de combats sectoriels en vue de l'égalité, au fil du temps. Non pas un temps linéaire qui irait pas à pas vers le « progrès » mais un temps chaotique au cours duquel les mobilisations des opprimé·es, avec leurs flux et leurs reflux, permettent d'ouvrir ou non de nouvelles perspectives pour l'avenir de l'humanité. Nous avons le sentiment d'être aujourd'hui à un moment charnière : allons-nous être submergé·es par la logique infernale de la recherche du profit avec son cortège de misère, d'inégalités multiples, avec en supplément l'horreur nucléaire, l'étouffement des libertés par des régimes policiers, la montée du racisme, etc. ou parviendrons-nous à faire converger la lutte des peuples du monde pour un changement radical de société fondé sur l'égalité entre tous et toutes, la combinaison de droits collectifs et individuels, et la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux ? Dans ce contexte, le mouvement féministe est plus que jamais d'actualité, à condition de se situer dans cette perspective universalisante.

En France, contrairement à ce que pourraient penser certain·es, le mouvement féministe et/ou en faveur des droits des femmes est très vivant. Il existe de nombreuses associations et collectifs féministes actifs sur différents terrains, coordonnées ou non par le Collectif national pour les droits

des femmes, dans de nombreuses villes en région, comme c'est le cas également à Paris et en banlieue. Et contrairement à ce que peuvent croire des observateurs superficiels, les femmes n'ont pas tout obtenu, loin de là, que ce soit en Europe ou dans le reste du monde. Il suffit pour s'en convaincre de consulter le bulletin diffusé en France par la Marche mondiale des femmes.

Les femmes ne sont pas à égalité avec les hommes et continuent de subir les conséquences de la domination masculine : maintien notamment de la division sociale et sexuée des tâches dans toutes les sphères de la société, division fort utile au capitalisme dans une période de « crise » économique. Les femmes sont toujours censées reproduire la force de travail par le travail domestique ou les soins médico-sociaux qu'elles dispensent dans la famille, dans différents services publics ou dans le privé, en étant sous-payées : dans les secteurs du nettoyage, des soins aux jeunes enfants ou aux personnes dépendantes, de l'enseignement, de la santé, etc. Elles sont aussi très nombreuses à -travailler dans le commerce, comme caissières, très souvent à temps partiel. Loin d'avoir régressé cette forme d'emploi continue d'être très féminisée et s'est développée dans toute l'Europe [4] [Voir dans ce livre Le temps de travail, le temps de vivre, le temps...].

Le seul domaine où les hommes et les femmes ont été ces derniers mois à égalité, c'est dans les statistiques officielles du chômage en France, la crise économique de 2008-2009 s'étant traduite dans un premier temps par des licenciements massifs dans le secteur industriel et moins dans le tertiaire mais rassurons-nous l'ordre des choses reprend son cours car le chômage des femmes semble être reparti à la hausse [5] !

Par ailleurs les différenciations entre femmes se sont elles-mêmes accentuées entre deux pôles : une minorité de femmes, les plus diplômées et/ou les mieux dotées sur le plan du patrimoine et la majorité des femmes. Les premières ont souvent un travail qui les intéresse, un bon salaire ou des moyens suffisants pour se faire aider dans les tâches domestiques par d'autres femmes souvent étrangères ou d'origine étrangère, avec ou sans papiers ; les autres ont vu leurs conditions de travail se détériorer, sont très souvent à temps partiel et constituent la majorité des smicards ou des travailleurs pauvres [6].

Comme on le constate l'auto-organisation des femmes est encore et toujours d'actualité pour défendre les femmes les plus précaires et/ou victimes du racisme, pour obtenir de nouveaux droits, amorcer une transformation radicale de la société dans laquelle femmes et hommes seraient réellement à égalité. Nous avons plus que jamais besoin de la force collective des femmes.

D'abord pour aider les féministes du monde entier à gagner de nouveaux droits comme en Tunisie, en Égypte et ailleurs. Il ne s'agit pas de porter la bonne parole de féministes « occidentales » pour faire la leçon aux femmes du « tiers-monde ». Personne ne peut, ni ne cherche à prendre la parole à la place des féministes de tel ou tel pays. Il s'agit simplement d'être solidaires car les féministes du monde entier savent bien que les reculs ou les avancées des unes ont des répercussions sur les luttes des autres [7] [Voir dans ce livre « Un féminisme internationaliste »].

Nous savons parfaitement que les femmes ont participé massivement aux manifestations de rue au prix parfois de leur vie mais l'histoire nous a aussi appris, que lorsque les mobilisations retombent, les droits des femmes peuvent facilement disparaître des priorités ou quand la contre-révolution reprend des forces, les femmes sont souvent les premières victimes de la répression et des « retours à l'ordre » qui s'en suivent.

En France, il faut consolider le rapport des forces pour éviter les retours en arrière (comme sur le droit à l'IVG avec la restructuration des hôpitaux ou les droits à la retraite), pour faire appliquer des lois en faveur de l'égalité (comme celles sur l'égalité salariale) et défendre le droit à l'emploi des femmes, pour obtenir des moyens pour organiser la prévention des violences contre les femmes,

développer des centres d'hébergement et aider les femmes qui en sont victimes dans leurs démarches multiples.

Il faut aussi faire avancer la mixité dans toutes les activités, qu'elles soient familiales, professionnelles ou politiques et défendre les services publics dans tous les domaines : accueil des jeunes enfants, logement social, transports publics, etc., indispensables pour améliorer les conditions de vie des quartiers populaires et des femmes tout particulièrement. Sur tous ces terrains, des mobilisations unitaires ont déjà eu lieu et des réseaux associatifs unitaires se sont construits auxquels participent en général le CNDF et d'autres forces féministes. Ce qui a permis de remporter quelques victoires [8] et surtout de faire un travail en profondeur aussi bien sur le plan revendicatif que sur le plan des mobilisations [9], comme celles pour la défense des services publics et plus précisément aujourd'hui pour la défense de la santé publique pour tous et toutes, et la sécurité sociale universelle et solidaire.

Mais cela ne suffit pas. Le mouvement féministe peut et doit s'élargir, parmi les jeunes femmes et celles des quartiers populaires notamment. De nouveaux réseaux ou associations se sont créés et qui ont le mérite essentiel de reposer sur des équipes de jeunes femmes qui manient l'humour comme aux premiers temps de la deuxième vague féministe [10]. Il faut saluer également l'association Les Quarante ans du féminisme qui a permis de sensibiliser au travers de multiples débats, colloques et expositions une partie de la jeune génération.

Néanmoins, face à la droite et l'extrême droite qui restent à l'offensive et cherchent par tous les moyens à diviser les mouvements sociaux, il faut au contraire renforcer l'unité du mouvement. Cela passe probablement par des débats de fonds sur plusieurs questions : d'abord sur les meilleurs moyens d'articuler la lutte contre l'oppression de genre, de classe et contre le racisme et ceci, non pas de manière abstraite mais sur la base de campagnes communes comme celles pour l'« égalité des salaires entre les femmes et hommes maintenant ! » lancée, depuis peu, par le CNDF, Femmes Égalité, Femmes solidaires, la Maison des femmes de Montreuil, Attac, le NPA, le PCF, le Parti de gauche ou pour la régularisation des travailleuses sans papiers [11], etc.

Une pratique unitaire est toujours nécessaire. Elle passe très souvent par des collectifs qui, à leurs débuts du moins, prennent la forme de cartels d'organisations et d'associations diverses à leur sommet, comme le CNDF, Attac, etc. Mais toutes ces structures ont besoin, pour attirer à elles de jeunes militant·es, de s'appuyer sur des collectifs de base qui dépassent les cartels et dans lesquels les individu·es peuvent trouver toute leur place. Cela implique également de construire le mouvement féministe comme un véritable mouvement démocratique qui se réunisse en congrès pour élire des porte-parole et faire le point collectivement sur les orientations. C'est une des conditions pour développer le mouvement féministe.

Dans les quartiers populaires, il existe de multiples associations d'entraide ou de défense plus explicite des droits des femmes. C'est aussi avec elles que l'on peut enraciner un mouvement féministe dans ces quartiers. Nous aurons sans doute à débattre également de la nécessité et de la possibilité de faire émerger un « mouvement autonome » des femmes qui soit indépendant de l'État, des religions, des partis mais pas de la lutte des classes ni de la lutte contre le racisme, en lien avec le mouvement associatif mobilisé sur les questions de genre et de sexualités. Toutes ces questions avaient déjà été soulevées lors de la rencontre « Alternatives féministes » organisées à l'initiative du CNDF en décembre 2005. Il faut les reprendre.

Nous avons sans doute entre nous des divergences mais ce n'est pas un obstacle en soi, à condition d'être conscientes que nous sommes toutes dans le même bateau, le bateau du féminisme face à des adversaires de poids vis-à-vis desquels il faut nous unifier.

Josette Trat

Pour en savoir plus

Antoine Artous, Philippe Corcuff suivi d'un entretien avec Olivier Besancenot, *Nouveaux défis pour la gauche radicale*, Latresne, Le Bord de l'eau, 2004.

Houria Bouteldja, « Féminisme et antiracisme », propos recueillis par Chiara Bonfiglioli, *Contretemps*, dossier : post-colonialisme et immigration, n° 16, Paris, Textuel, janvier 2006.

Franz Fanon, *Peau noire et masques blancs*, Paris, Le Seuil, 1971.

Elsa Dorlin, *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain (1975-2000)*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Jules Falquet, Émmanuelle Lada, Aude Rabaud, *(Ré)articulation des rapports sociaux de sexe, classe et « race »*, Paris, Publications Université Paris Diderot-Paris 7, 2006.

Claudie Lesselier, « Pour une histoire des mouvements de femmes de l'immigration en France », *Femmes, genre, féminisme*, Paris, Syllepse, 2007.

Marche mondiale des femmes, Troisième marche mondiale des femmes, 2010, Paris-Istanbul-Bukavu, 2011, www.mmf-france.fr.

Josette Trat, « Laïcité et droits des femmes », *Critique Communiste*, dossier : « La loi sur le voile en débat », n° 172, printemps 2004a. Disponible sur ESSF (article 7138) : [Laïcité et les droits des femmes](#)

Josette Trat, « À la recherche de l'ennemi principal », *Critique communiste*, n° 174, 2004b. Disponible sur ESSF (article 4153) : [A la recherche de l'ennemi principal](#)

Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkorn (dir.), *L'autonomie des femmes en question*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Josette Trat, « L'histoire oubliée du courant "féministe luttes de classe" », in collectif *Femmes, genre, féminisme*, Paris, Syllepse, col. *Les Cahiers de Critique communiste*, 2007. Voir aussi sur ESSF (article 16642) [L'Histoire oubliée du courant « féministe luttes de classe »](#) (2009)

Fiametta Venner & Caroline Fourest, « Derrière le saucisson, le bloc identitaire », *ProChoix* n° 52, juin 2010.

Christine Verschurr (dir.), Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes, « Cahiers genre et développement », n° 7, Paris, L'Harmattan, 2010.

Un livre à lire : *Les Cahiers du féminisme (1977-1998)*

LES CAHIERS DU FÉMINISME (1977-1998)

Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes

COLLECTION « HORS COLLECTION »

Coordinateur : Trat Josette

Parution : Mars 2011

Pages : 352 pages

Format : 150 x 215

ISBN : 9782849502983

Ce livre collectif retrace l'expérience des *Cahiers du féminisme*, une revue « féministe-luttes de classes », qui pendant 20 ans a tenté d'éclairer, par ses reportages et sa réflexion, les questions qui se posaient à l'époque dans le bouillonnement (ou les reflux) du mouvement des femmes et du mouvement ouvrier. Pour les rédactrices, toutes bénévoles, membres d'une organisation d'extrême gauche (la Ligue communiste révolutionnaire), il s'agissait de relire l'histoire et de s'emparer de l'actualité politique avec le regard aiguisé de militantes, salariées et syndicalistes, profondément engagées dans le combat féministe collectif. Les rédactrices de ce livre, épaulées par une historienne féministe tentent de nous faire partager les enthousiasmes et les interrogations qui ont été à la source de la fabrication, numéro après numéro, de cette revue originale à plus d'un titre. Au fil des chapitres, les auteures font surgir l'arrière-plan politique et militant qui a alimenté les rubriques ou les dossiers de cette revue. Parmi les questions abordées, celles-ci : comment s'est traduite, dans la revue, cette soif d'histoire de la génération féministe de la deuxième vague ? Quel écho et quel sens les *Cahiers* ont-ils donné aux mobilisations en faveur de l'avortement, de la contraception, de la sexualité ? comment la lutte pour avoir « le temps de vivre » a-t-elle percuté la division sociale et sexuée des tâches dans la famille, le monde du travail et la politique ? Quelle place ont prise les femmes dans les luttes et les mouvements sociaux en France et sur le plan international ? Comment se sont-elles organisées ? Comment les *Cahiers du féminisme* se sont-ils situés dans des débats qui rebondissent aujourd'hui comme celui sur le foulard musulman à l'école, la laïcité et l'émancipation des femmes ? Où en sont les féministes aujourd'hui ? Les auteures nous invitent à faire un va et vient permanent entre les interrogations d'hier et d'aujourd'hui.

Les auteures

Josette Trat, membre fondatrice des *Cahiers du féminisme*. Sociologue à l'université de Paris 8. Membre du comité de lecture des *Cahiers du genre*. Elle a codirigé *L'autonomie des femmes en question. Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe*, L'Harmattan, 2006. Elle a publié « Friedrich Engels : de la propriété privée à l'assujettissement des femmes », *Sous les sciences sociales, le genre*, dir. Danielle Chabaud-Rychter, La Découverte 2010.

Claire Bataille : enseignante en Seine-St-Denis. Syndicaliste à la FSU, elle a été partie prenante du MLAC et des groupes femmes sur la région parisienne. Cofondatrice des *Cahiers*.

Sonia Casagrande : éducatrice à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, militante féministe et

syndicaliste. Elle a participé, dans les années 1970, à la naissance du mouvement des femmes à Toulouse.

Marie-Annick Mathieu : ancienne chargée de mission au ministère de l'économie et des finances ; féministe et syndicaliste (CGT).

Sophie Joanny.Mélanie Mermoz est journaliste. Militante féministe de la nouvelle génération, elle est conseillère conjugale au Planning familial du 93.

Marianne Inaytian : enseignante à Angers.

Anne-Marie Pavillard : bibliothécaire à la BDIC de Paris 10, militante féministe et syndicaliste (FSU), membre de l'association Archives du féminisme.

Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard est historienne ; elle a publié plusieurs ouvrages notamment : *Féminisme et syndicalisme en France*, Anthropos 1978 ; *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Éditions ouvrières 1981 ; (avec E. Diebolt), *Marcelle Cappy et Aline Valette, Femmes et travail au 19^e siècle*, Syros 1984.

Éditions Syllepse - 69 rue des Rigoles - 75020 Paris

Tel : 01 44 62 08 89

Notes

[1] Cette contestation a eu son prolongement dans le mouvement Queer parti des États-Unis qui a pu encourager une partie de ses adeptes à croire à la toute puissance des individus qui pourraient ainsi se soustraire aux rapports sociaux de sexe (de genre) de par leur seule volonté. Queer : de l'anglais « étrange ». Mouvement né en réaction au néoconservatisme politique et moral des années Reagan et Bush aux États-Unis qui préconise la « déconstruction » théorique et pratique des « normes » de genre (sexe social) imposées par la morale dominante aux individus, aux dépens de l'épanouissement personnel. Une des inspiratrices la plus subtile de ce courant, la philosophe Judith Butler n'a jamais renié, quant à elle, son engagement féministe et la nécessité de luttes collectives sur ce terrain.

[2] Cf. la tribune de Marcela Iacub, Catherine Millet et Catherine Robbe-Grillet « Ni coupables ni victimes : libres de se prostituer », dans *Le Monde* du 8 janvier 2003 [Voir dans le livre « La prostitution, une immense servitude », « Non, votre féminisme n'est pas nouveau ! »].

[3] Pour dénoncer notamment les violences conjugales et l'assignation des femmes au travail domestique. Il n'était pas question ici de mettre en cause le droit à l'intimité des individu·es mais de suggérer que ce qui était considéré comme « privé » résultait largement de choix opérés par les politiques publiques en matière d'organisation économique et sociale et pouvait donner lieu à ce titre à des débats politiques collectifs.

[4] Selon l'Observatoire des inégalités, 32 % des travailleuses européennes étaient à temps partiel en 2009 contre seulement 8,3 % des hommes. Au total, 18,8 % de la population active de l'Union européenne travaille à temps partiel alors qu'en 1997, c'était le cas de 15,9 %.

[5] Pour l'année 2010, si l'on tient compte du chômage et du sous-emploi « le nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi a augmenté moins vite que celui des femmes. Cette moindre progression est probablement à mettre en rapport avec le ralentissement des destructions d'emplois dans l'industrie », Le Monde.fr, 26 janvier 2011.

[6] Collectif national pour les droits des femmes, De la précarité à la pauvreté. À quel horizon l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes ?, brochure publiée après le forum-débat du 16 février 2008 à l'Hôtel de Ville de Paris.

[7] La manifestation unitaire du 5 mars 2011 à Paris qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes pour soutenir le combat des femmes pour l'égalité en Tunisie, en Égypte et ailleurs, a été de ce point de vue un vrai succès.

[8] Promesse de réouverture du centre de CIVG de l'hôpital Tenon grâce à l'action unitaire et prolongée du Collectif pour les droits des femmes du 20^e arrondissement de Paris et réouverture du service de radiothérapie de l'hôpital de Guéret grâce encore à la mobilisation unitaire et déterminée des élu·es, des syndicats de personnels, du collectif de défense et de développement des services publics et de la population.

[9] Parmi ces réseaux importants, signalons celui intitulé « Pas de bébé à la consigne » qui regroupe des professionnel·les des crèches et des parents, pour la défense de modes d'accueil collectifs de qualité et contre le décret sur les jardins d'éveil. Son site : www.pasdebebealaconsigne.com

[10] Dans le désordre et de manière non exhaustive : La Barbe (www.labarbelabarbe.org), Osez le féminisme (www.osezlefeminisme.fr), Les Poupées en pantalons (<http://lespoupeesenpantalon.blogspot.com/>), etc.

[11] Cf entretien d'Ana Azaria, présidente de Femmes Égalité (Debenest et al. 2010). Pauline Debenest, Vincent Gay, Gabriel Girard (coord.), Féminisme au pluriel, Paris, Syllepse, 2010.